

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/004493]

**4 AVRIL 2024. — Décret relatif au traitement des données à caractère personnel et modifiant diverses dispositions en matière d'aide à la jeunesse (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 34<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 34<sup>o</sup> donnée personnelle : donnée à caractère personnel au sens de l'article 4.1) du RGPD ; » ;

b) il est inséré un 35<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 35<sup>o</sup> ETNIC : Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ; » ;

c) il est inséré un 36<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 36<sup>o</sup> RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ; » ;

d) il est inséré un 37<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 37<sup>o</sup> traitement : les opérations et ensembles d'opérations visées à l'article 4.2) du RGPD ; ».

**Art. 2.** Dans l'article 27 du même décret, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Toute pièce du dossier, en ce compris l'accord ou la décision d'aide individuelle prise par le conseiller, et copie de celle-ci, mentionnent qu'elles ne peuvent être communiquées que dans le respect des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et qu'elles ne peuvent être utilisées dans aucune autre procédure que celle relative à la mesure d'aide qui fait l'objet du dossier dont elles sont extraites. ».

**Art. 3.** Dans le même décret, il est inséré un nouvel article 27/1 rédigé comme suit :

« Art. 27/1. Aucune pièce du dossier, en ce compris l'accord ou la décision d'aide individuelle prise par le conseiller, sous quelque forme que ce soit, ne peut être utilisée dans une autre procédure que celle relative à la mesure d'aide qui fait l'objet du dossier dont elle est extraite, sous réserve de l'exception contenue aux alinéas 2 et 3.

De sa propre initiative ou à la requête du ministère public, dans l'intérêt de l'enfant, le conseiller peut transmettre par écrit les informations qu'il estime devoir porter à la connaissance du ministère public dans le cadre d'une procédure civile. Le conseiller en informe l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure, ainsi que leur avocat, au plus tard au moment de la transmission au ministère public.

L'enfant, sa famille et ses familiers ainsi que leurs avocats peuvent, dans l'intérêt de l'enfant, solliciter par écrit auprès du conseiller que soit transmise la décision de mesure d'aide individuelle au ministère public dans le cadre d'une procédure civile. Le conseiller statue sur cette demande endéans les 15 jours. En cas de refus, le conseiller motive sa décision et la transmet pour information au ministère public dans le cadre d'une procédure civile. Dans tous les cas, le conseiller informe de sa décision l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure, ainsi que leur avocat, au plus tard au moment de la transmission au ministère public. ».

**Art. 4.** Dans l'article 44 du même décret, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Toute pièce du dossier, en ce compris la décision de protection individuelle prise par le directeur, et copie de celle-ci, mentionnent qu'elles ne peuvent être communiquées que dans le respect des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et qu'elles ne peuvent être utilisées dans aucune autre procédure que celle relative à la mesure de protection qui fait l'objet du dossier dont elles sont extraites. ».

**Art. 5.** Dans le même décret, il est inséré un nouvel article 44/1 rédigé comme suit :

« Art. 44/1. Aucune pièce du dossier, en ce compris la décision de protection individuelle prise par le directeur, sous quelque forme que ce soit, ne peut être utilisée dans une autre procédure que celle relative à la mesure de protection qui fait l'objet du dossier dont elle est extraite, sous réserve de l'exception contenue aux alinéas 2 et 3.

De sa propre initiative ou à la requête du ministère public, dans l'intérêt de l'enfant, le directeur peut transmettre par écrit les informations qu'il estime devoir porter à la connaissance du ministère public dans le cadre d'une procédure civile. Le directeur en informe l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure, ainsi que leur avocat, au plus tard au moment de la transmission au ministère public.

L'enfant, sa famille et ses familiers ainsi que leurs avocats peuvent, dans l'intérêt de l'enfant, solliciter par écrit auprès du directeur que soit transmise la décision de mesure d'aide individuelle au ministère public dans le cadre d'une procédure civile. Le directeur statue sur cette demande endéans les 15 jours. En cas de refus, le directeur motive sa décision et la transmet pour information au ministère public dans le cadre d'une procédure civile. Dans tous les cas, le directeur informe de sa décision l'enfant, sa famille et ceux de ses familiers qui sont concernés par la mesure, ainsi que leur avocat, au plus tard au moment de la transmission au ministère public. ».

**Art. 6.** Dans l'article 64/1 du même décret, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les informations relatives à l'état de santé du jeune sont communiquées sans délai, avec le consentement du jeune, aux personnes exerçant l'autorité parentale à son égard et à son avocat.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le directeur de l'institution publique avise immédiatement les personnes qui exercent l'autorité parentale à l'égard du jeune dans les situations suivantes :

1<sup>o</sup> lorsque le jeune est transféré vers un hôpital ou un établissement de soins ;

2<sup>o</sup> en cas d'altération importante de l'état de santé du jeune ;

3<sup>o</sup> lorsque le jeune est en danger de mort ;

4<sup>o</sup> lorsque le jeune décède. ».

**Art. 7.** Dans le même décret, il est inséré un article 67/2 rédigé comme suit :

« Art. 67/2. Les envois adressés au jeune peuvent, préalablement à leur remise, être soumises au contrôle du directeur de l'institution publique en vue du maintien de l'ordre ou de la sécurité.

Ce contrôle porte sur la présence d'objets ou de substances qui sont étrangers à la correspondance et n'autorise pas la lecture de la lettre. Dans ce cas, le jeune est invité à ouvrir l'envoi en présence du directeur de l'institution publique qui, lorsque cela est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité, peut exiger la remise des objets ou substances joints à la lettre. ».

**Art. 8.** Dans le même décret, il est inséré un article 67/3 rédigé comme suit :

« Art. 67/3. Les lettres envoyées par le jeune ne sont, préalablement à leur envoi, pas soumises au contrôle du directeur de l'institution publique, sauf s'il s'agit de vérifier que le jeune n'écrit pas à une personne avec qui il ne peut communiquer, suite à une décision judiciaire ou à une décision du directeur de l'institution publique prise en vertu de l'article 67 du décret. ».

**Art. 9.** Dans le même décret, il est inséré un article 67/4 rédigé comme suit :

« Art. 67/4. Les lettres provenant et à destination des personnes ou autorités suivantes ne sont pas soumises au contrôle visé à l'article 67/2 :

- 1° l'avocat du jeune ;
- 2° le Roi ;
- 3° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune ;
- 4° les parlementaires du pays ;
- 5° les ministres et secrétaires d'Etat des gouvernements fédéral, communautaires et régionaux ;
- 6° l'administration compétente ;
- 7° le délégué général aux droits de l'enfant ;
- 8° le Comité des droits de l'enfant ;
- 9° les membres de la commission de surveillance et les personnes ou instances chargées du contrôle de l'institution publique ;
- 10° la commission de recours visée à l'article 90 ;
- 11° la Cour constitutionnelle ;
- 12° les autorités judiciaires ;
- 13° le Conseil d'Etat ;
- 14° les médiateurs de l'Etat fédéral, des communautés et des régions ;
- 15° le service de médiation instauré auprès de la commission fédérale « Droits du patient » ;
- 16° l'Ordre des avocats de l'arrondissement dans lequel l'institution publique est située ;
- 17° le Conseil supérieur de la Justice ;
- 18° le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations ;
- 19° le Comité permanent de contrôle des services de police ;
- 20° l'Ordre des médecins ;
- 21° la Cour européenne des droits de l'homme ;
- 22° le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants ;
- 23° le Comité des droits de l'homme des Nations Unies ;
- 24° le Comité contre la torture des Nations Unies.

La liste de personnes et autorités prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être complétée par le gouvernement.

Afin d'assurer la liberté de correspondre, la qualité et l'adresse professionnelle de ces personnes ou autorités et l'identité du jeune figurent sur l'enveloppe. ».

**Art. 10.** Dans l'article 68/3, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 1° est abrogé ;
- b) le 2° est remplacé par ce qui suit « 2° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des institutions publiques ».

**Art. 11.** Dans l'article 101, § 1<sup>er</sup>, 4°, du même décret, les mots « 3 et 4° » sont remplacés par les mots « 3°, 4° et 6° ».

**Art. 12.** Dans l'article 111, alinéa 2, du même décret, les mots « et ne peut plus être proposée après l'approbation d'un projet écrit » sont abrogés.

**Art. 13.** Dans l'article 124/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, les mots « une seule fois » sont insérés entre les mots « exceptionnellement prolonger » et les mots « pour une durée de 30 jours ».

**Art. 14.** Dans le même décret, entre le Livre VII « L'agrément des services, les subventions et l'évaluation » et le Livre VIII « Les dispositions financières, générales, pénales et finales » du même décret, il est inséré un nouveau Livre intitulé « Livre VII/1 – Protection des données personnelles », rédigé comme suit :

« Livre VII/1 – Protection des données personnelles

Titre 1. – Dispositions générales

Art. 151/1 § 1<sup>er</sup>. Les traitements visés par le présent décret relèvent de la responsabilité du Ministère de la Communauté française qui agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4.7) du RGPD.

§ 2. Par exception, le partenaire agréé en application du Livre VII du présent décret est considéré comme responsable de traitement au sens de l'article 4.7) du RGPD pour l'ensemble des opérations qu'il réalise.

Art. 151/2. Dans le cadre de l'application du présent décret, les traitements de données personnelles sont effectués en vue de réaliser les finalités générales suivantes :

- 1° développer des actions de prévention en application du livre I<sup>er</sup> ;
- 2° mettre en place des mesures d'aide et de protection à destination des enfants et de leur famille en application du livre III et du livre IV ;
- 3° mettre en place des mesures de protection à destination des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de 18 ans en application du livre V ;
- 4° organiser les instances d'avis et les instances de concertation en application du livre VI ;
- 5° agréer, subventionner et évaluer les services en application du livre VII ;
- 6° assurer la prise en charge financière des décisions prises en vertu présent décret qui entraînent des dépenses à charge du budget de la Communauté française en application du livre VIII.

Art. 151/3. Pour l'ensemble des traitements visés par le présent décret, le Gouvernement fixe les éléments suivants :

- 1° la liste des données personnelles par traitement, par catégories de données et par catégories de personnes concernées ;
- 2° les durées de conservation de ces données ;
- 3° les modalités de communication vers les personnes concernées.

Art. 151/4. § 1<sup>er</sup>. Pour l'ensemble des traitements visés à l'article 151/2, les services habilités à assurer les compétences visées par le présent décret peuvent échanger avec les autorités mandantes, les autres acteurs de la justice et les services tiers les données personnelles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

§ 2. Les données personnelles traitées par les services habilités à assurer les compétences visées par le présent décret sont également susceptibles d'être transférées aux partenaires dans le cadre des collaborations relatives aux prises en charge.

Le Gouvernement détermine les modalités du transfert visé au § 1<sup>er</sup>.

Art. 151/5. § 1<sup>er</sup>. Les données personnelles sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées dans des locaux sécurisés par le responsable de traitement ou dans des solutions informatiques sécurisées mises à disposition par le sous-traitant principal du responsable de traitement au sens de l'article 4.8) du RGPD : l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans le cadre de la mise à disposition visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Ministère de la Communauté française traite les données personnelles relatives à l'identification, l'authentification, la prise de contact, la navigation et la traçabilité des utilisateurs des solutions informatiques.

Art. 151/6. § 1<sup>er</sup>. Les données personnelles traitées dans le cadre des traitements visés par le présent décret peuvent être traitées ultérieurement par le Ministère de la Communauté française ou par des opérateurs externes à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques.

§ 2. Les données traitées par le Ministère de la Communauté française aux fins visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont, avant tout transfert éventuel, anonymisées ou, si les objectifs visés par le traitement ne peuvent pas être atteints avec une anonymisation, elles sont pseudonymisées.

Les données transférées aux opérateurs externes aux fins visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont, en fonction des objectifs du traitement, anonymisées, pseudonymisées ou brutes. Les modalités du transfert sont encadrées par un marché public ou sont déterminées dans une convention.

L'opérateur est tenu de signer une convention de partage de données.

Les opérateurs externes sont dans tous les cas tenus d'anonymiser les données contenues dans le résultat de leurs recherches avant toute publication de celui-ci.

§ 3. Les données personnelles traitées dans le cadre des traitements visés par le présent décret peuvent être traitées ultérieurement par des tiers à d'autres fins que celles prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> en application de réglementations nationales en vigueur.

Titre 2. – Protection des données personnelles dans le cadre de l'application du livre I<sup>er</sup>

Art. 151/7. Dans le cadre des missions visées au livre I<sup>er</sup>, les services habilités à assurer les compétences relatives à la prévention réalisent le traitement de données personnelles visé à l'article 151/2, 1°, aux fins d'assurer la gestion administrative, sous format papier et électronique, des dossiers et des données personnelles des acteurs impliqués dans le traitement.

Art. 151/8. Dans le cadre du traitement visé à l'article 151/2, 1°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

- 1° les représentants des services partenaires de la prévention :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à l'entité à laquelle le représentant appartient ;
  - c) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- 2° les collaborateurs du Ministère de la Communauté française :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données permettant le traçage des activités online ;
  - c) les données relatives à l'entité à laquelle l'agent appartient ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi.

Titre 3. – Protection des données personnelles dans le cadre de l'application des livres III et IV

Art 151/9. Dans le cadre des missions visées aux livres III et IV, les services habilités à assurer les compétences relatives à l'aide à la jeunesse et à la protection de la jeunesse réalisent le traitement de données personnelles visé à l'article 151/2, 2°, aux fins de :

- 1° identifier et authentifier les personnes concernées ;
- 2° gérer les demandes d'aide consentie ou contrainte ;
- 3° réaliser les investigations sociales nécessaires à l'évaluation et à la qualification de la demande ;
- 4° réaliser une intervention d'urgence ;
- 5° formaliser le programme d'aide ou l'application de mesures ;
- 6° gérer les évènements graves (et ainsi assurer la sécurité et la santé des jeunes) ;
- 7° assurer la gestion administrative, sous format papier et électronique, des dossiers et des données personnelles des acteurs impliqués dans le traitement.

Art. 151/10. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre du traitement visé à l'article 151/2, 2°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

- 1° le jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
  - d) les données relatives aux habitudes de vie ;
  - e) les données relatives à la composition du ménage ;
  - f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
  - g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
  - h) les données relatives aux études et à la formation ;
  - i) les données relatives au parcours scolaire ;
  - j) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - k) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - l) les données de santé ;
  - m) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
  - n) les données relatives aux opinions politiques ;
  - o) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
  - p) les données relatives à la vie ou à l'orientation sexuelle ;
  - q) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - r) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 2° les personnes qui exercent l'autorité parentale du jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
  - d) les données relatives aux habitudes de vie ;
  - e) les données relatives à la composition du ménage ;
  - f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
  - g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
  - h) les données relatives aux études et à la formation ;
  - i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - j) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - k) les données de santé ;
  - l) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
  - m) les données relatives aux opinions politiques ;
  - n) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
  - o) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - p) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 3° les familiers du jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
  - c) les données relatives aux habitudes de vie ;
  - d) les données relatives à la composition du ménage ;
  - e) les données relatives aux loisirs et intérêts ;

- f) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
  - g) les données relatives aux études et à la formation ;
  - h) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - i) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant
  - j) une identification unique d'une personne ;
  - k) les données de santé ;
  - l) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
  - m) les données relatives aux opinions politiques ;
  - n) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
  - o) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - p) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 4° les accueillants familiaux :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
  - d) les données relatives aux habitudes de vie ;
  - e) les données relatives à la composition du ménage ;
  - f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
  - g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
  - h) les données relatives aux études et à la formation ;
  - i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - j) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - k) les données de santé ;
  - l) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
  - m) les données relatives aux opinions politiques ;
  - n) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
  - o) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - p) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 5° les prestataires :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives aux études et à la formation ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- 6° les collaborateurs du Ministère de la Communauté française concernés par la prise en charge :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données permettant le traçage des activités online ;
  - c) les données relatives à l'entité à laquelle l'agent appartient ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- 7° les représentants du tribunal de la jeunesse :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à l'entité à laquelle l'agent appartient ;
  - c) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
- 8° les avocats :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§ 2. Parmi la catégorie de données relative aux données d'identification et de contact, le numéro de registre national et les données associées sont collectées directement ou indirectement auprès des personnes concernées.

§ 3. Le traitement des données personnelles liées aux données de santé, à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques, à la vie ou à l'orientation sexuelle, n'est envisageable que pour autant qu'il soit nécessaire pour des motifs d'intérêt public important au sens de l'article 9.2., g), du RGPD.

§ 4. Le traitement des données relatives aux préjudices subis et aux dépôts de plaintes s'entend dans l'application des articles 29 et 46 du décret, qui permettent à l'enfant, sa famille et ses familiers de saisir l'administration compétente en cas de non-respect de leurs droits, par courrier adressé au fonctionnaire dirigeant.

§ 5. La collecte des catégories des données sensibles, au sens de l'article 9 du RGPD, visées par l'article 151/10, § 1<sup>er</sup>, s'effectue au travers d'une étude et d'investigations sociales.

Ces études et investigations sont réalisées sur base des déclarations des différentes parties prenantes et des observations réalisées par les travailleurs des services d'aide et de protection de la jeunesse.

§ 6. La catégorie des prestataires visée au § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, fait référence aux personnes morales ou personnes physiques qui mettent en œuvre une mesure d'aide à l'enfant ou aux jeunes en application de la décision d'une autorité mandante et qui à ce titre perçoivent des subsides et sont susceptibles d'être contrôlées quant à la qualité de la prestation fournie.

Sont également visées les personnes qui apportent leur concours à la prise en charge d'un jeune en application de l'arrêté du 23 janvier 2019 relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge d'enfants et de jeunes.

Titre 4. – Protection des données personnelles dans le cadre de l'application du livre V

Art. 151/11. Dans le cadre des missions visées au livre V, les services habilités à assurer les compétences relatives à la prise en charge des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction commis avant l'âge de 18 ans réalisent le traitement de données personnelles visé à l'article 151/2, 3<sup>o</sup>, aux fins de :

- 1° identifier et authentifier les personnes concernées ;
- 2° assurer les modalités d'accueil, d'accompagnement et/ou d'hébergement des jeunes ;
- 3° mettre en œuvre le projet éducatif de l'institution ;
- 4° établir un projet éducatif individualisé en équipe mobile d'accompagnement ;
- 5° gérer les événements graves (et ainsi assurer la sécurité et la santé des jeunes) ;
- 6° assurer la gestion administrative, sous format papier et électronique, des dossiers et des données personnelles des acteurs impliqués dans le traitement.

Art. 151/12. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre du traitement visé à l'article 151/2, 3<sup>o</sup>, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

- 1° le jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
  - d) les données relatives aux habitudes de vie ;
  - e) les données relatives à la composition du ménage ;
  - f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
  - g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
  - h) les données relatives aux études et à la formation ;
  - i) les données relatives au parcours scolaire ;
  - j) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - k) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - l) les données génétiques en vue de l'identification unique d'une personne ;
  - m) les données de santé ;
  - n) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
  - o) les données relatives aux opinions politiques ;
  - p) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
  - q) les données relatives à la vie ou à l'orientation sexuelle ;
  - r) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - s) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 2° les personnes qui exercent l'autorité parentale et familiales du jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
  - d) les données relatives aux habitudes de vie ;
  - e) les données relatives à la composition du ménage ;
  - f) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
  - g) les données relatives aux caractéristiques du logement ;
  - h) les données relatives aux études et à la formation ;
  - i) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - j) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - k) les données de santé ;
  - l) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
  - m) les données relatives aux opinions politiques ;
  - n) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
  - o) les données relatives à la vie ou à l'orientation sexuelle ;
  - p) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - q) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;

- 3° les juges de la jeunesse :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - c) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 4° les collaborateurs du Ministère de la Communauté française concernés par la prise en charge :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données permettant le traçage des activités online ;
  - c) les données relatives à l'entité à laquelle l'agent appartient ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - e) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 5° les avocats :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - c) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 6° le personnel médical ou paramédical concerné par la prise en charge :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - c) les données financières ;
  - d) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 7° les prestataires (mandatés ou non) concernés par la prise en charge :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - c) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 8° les victimes présumées :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - c) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 9° les co-auteurs ou complices :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 10° les visiteurs des institutions publiques de protection de la jeunesse :
- a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne.

§ 2. Parmi la catégorie de données relative aux données d'identification et de contact, le numéro de registre national et les données associées sont collectées directement ou indirectement auprès des personnes concernées.

§ 3. Le traitement des données personnelles liées aux données de santé, à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques, à la vie ou à l'orientation sexuelle, n'est envisageable que pour autant qu'il soit nécessaire pour des motifs d'intérêt public important au sens de l'article 9.2., g), du RGPD.

Les données relatives à la vie ou à l'orientation sexuelle sont uniquement collectées lorsque celles-ci sont évoquées volontairement par le jeune ou par la personne concernée.

§ 4. La collecte des catégories des données sensibles, au sens de l'article 9 du RGPD, visées par l'article 151/12, § 1<sup>er</sup>, s'effectue au travers du contenu du dossier du jeune à son arrivée.

Le jeune est également questionné quant à l'assistance philosophique ou religieuse, l'enseignement moral ou religieux et le type de régime alimentaire dont il souhaite bénéficier, conformément aux articles 27 et 28 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019.

La collecte de données sensibles complémentaires auprès du jeune est effectuée sur base volontaire.

§ 5. La catégorie des prestataires visée au § 1<sup>er</sup>, 7°, fait référence aux personnes morales ou personnes physiques qui mettent en œuvre une mesure d'aide à l'enfant ou aux jeunes en application de la décision d'une autorité mandante et qui à ce titre perçoivent des subsides et sont susceptibles d'être contrôlées quant à la qualité de la prestation fournie.

Sont également visées les personnes qui apportent leur concours à la prise en charge d'un jeune en application de l'arrêté du 23 janvier 2019 relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge d'enfants et de jeunes.

Titre 5. – Protection des données personnelles dans le cadre de l'application du livre VI

Art. 151/13. Dans le cadre des missions visées au livre VI, les services habilités à assurer les compétences relatives aux instances d'avis et instances de concertation en application du livre VI réalisent le traitement de données personnelles visé à l'article 151/2, 4°, aux fins d'assurer la gestion administrative, sous format papier et électronique, des dossiers et des données personnelles des acteurs impliqués dans le traitement.

Art. 151/14. Dans le cadre du traitement visé à l'article 151/2, 4°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° les acteurs impliqués dans les instances d'avis et de concertation :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données relatives à l'entité à laquelle l'acteur appartient ;
- c) les données relatives à la profession et à l'emploi ;

2° les collaborateurs du Ministère de la Communauté française :

- a) les données d'identification et de contact ;
- b) les données permettant le traçage des activités online ;
- c) les données relatives à l'entité à laquelle l'agent appartient ;
- d) les données relatives à la profession et à l'emploi.

Art. 151/15. De manière complémentaire, dans le cadre de l'application du Livre VI, la Commission de déontologie visée par les articles 132 à 134 du présent décret est considérée comme responsable de traitement au sens de l'article 4.7) du RGPD pour l'ensemble des autres traitements de données personnelles qu'elle réalise.

Titre 6. – Protection des données personnelles dans le cadre de l'application du livre VII

Art. 151/16. Dans le cadre des missions visées au livre VII, les services habilités à assurer les compétences relatives à l'agrément, le subventionnement et l'évaluation des services en application du livre VII réalisent le traitement de données personnelles visé à l'article 151/2, 5°, aux fins de :

1° identifier et authentifier les personnes concernées ;

2° agréer des services ;

3° évaluer le respect des conditions d'agrément ;

4° gérer les modifications et les retraits d'agrément ;

5° gérer les familles d'accueil ;

6° octroyer des subventions aux services ;

7° gérer le calcul et contrôler l'utilisation des subventions ;

8° évaluer les projets éducatifs des services agréés ;

9° évaluer l'adéquation entre les missions exécutées par les services agréés et les besoins des jeunes et de leur famille ;

10° gérer les évènements graves (et ainsi assurer la sécurité et la santé des jeunes) ;

11° assurer la gestion administrative, sous format papier et électronique, des dossiers et des données personnelles des acteurs impliqués dans le traitement.

Art. 151/17. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre du traitement visé à l'article 151/2, 5°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

1° le jeune :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données financières ;

c) les données relatives à la composition du ménage ;

d) les données relatives aux caractéristiques personnelles ;

e) les données relatives aux habitudes de vie ;

f) les données relatives aux études et à la formation ;

g) les données relatives au parcours scolaire ;

h) les données de santé ;

i) les données relatives à la vie ou à l'orientation sexuelle ;

j) les données relatives aux loisirs et intérêts ;

k) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;

l) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;

2° les personnes qui exercent l'autorité parentale du jeune :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données financières ;

c) les données relatives à la composition du ménage ;

d) les données relatives aux études et à la formation ;

e) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;

3° les membres des services agréés :

a) les données d'identification et de contact ;

b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;



- c) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
- d) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 4° les prestataires :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - d) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - e) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 5° les accueillants familiaux :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives à la composition du ménage ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - e) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - f) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 6° les collaborateurs du Ministère de la Communauté française :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données permettant le traçage des activités online ;
  - c) les données relatives à l'entité à laquelle l'agent appartient ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§ 2. Parmi la catégorie de données relative aux données d'identification et de contact, le numéro de registre national et les données associées sont collectées directement ou indirectement auprès des personnes concernées.

§ 3. Le traitement des données personnelles liées aux données de santé, à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques, à la vie ou à l'orientation sexuelle, n'est envisageable que pour autant qu'il soit nécessaire pour des motifs d'intérêt public important au sens de l'article 9.2., g), du RGPD.

§ 4. La collecte des catégories de données sensibles, au sens de l'article 9 du RGPD, visées par l'article 151/17, § 1<sup>er</sup>, 3°, est réalisée en application de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du présent décret.

§ 5. La catégorie des prestataires visée au 1<sup>er</sup>, 4°, fait référence aux personnes morales ou personnes physiques qui mettent en œuvre une mesure d'aide à l'enfant ou aux jeunes en application de la décision d'une autorité mandante et qui à ce titre perçoivent des subsides et sont susceptibles d'être contrôlées quant à la qualité de la prestation fournie.

Sont également visées les personnes qui apportent leur concours à la prise en charge d'un jeune en application de l'arrêté du 23 janvier 2019 relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge d'enfants et de jeunes.

#### Titre 7. – Protection des données personnelles dans le cadre de l'application du livre VIII

Art. 151/18. Dans le cadre des missions visées au livre VIII, les services habilités à assurer les compétences relatives à la prise en charge financière des décisions prises en vertu présent décret qui entraînent des dépenses à charge du budget de la Communauté française réalisent le traitement de données personnelles visé à l'article 151/2, 6°, aux fins de :

- 1° identifier et authentifier les personnes concernées ;
- 2° gérer les allocations familiales ;
- 3° gérer les paiements aux prestataires et accueillants familiaux ;
- 4° gérer les recettes, les indus, et les parts contributives ;
- 5° assurer la gestion administrative, sous format papier et électronique, des dossiers et des données personnelles des acteurs impliqués dans le traitement.

Art. 151/19. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre du traitement visé à l'article 151/2, 6°, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

- 1° le jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives à la composition du ménage ;
  - d) les données relatives aux études et à la formation ;
  - e) les données relatives au parcours scolaire ;
  - f) les données de santé ;
  - g) les données relatives à la vie ou à l'orientation sexuelle ;
  - h) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
  - i) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 2° les personnes qui exercent l'autorité parentale du jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;

- b) les données financières ;
- c) les données relatives à la composition du ménage ;
- d) Les données relatives aux études et à la formation ;
- e) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
- 3° les membres des services agréés :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives aux études et à la formation ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - e) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
- 4° les prestataires :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives aux études et à la formation ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - e) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
- 5° les accueillants familiaux :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives à la composition du ménage ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - e) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
- 6° les collaborateurs du Ministère de la Communauté française :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données permettant le traçage des activités online ;
  - c) les données relatives à l'entité à laquelle l'agent appartient ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi.

§ 2. Parmi la catégorie de données relative aux données d'identification et de contact, le numéro de registre national et les données associées sont collectées directement ou indirectement auprès des personnes concernées.

§ 3. Le traitement des données personnelles liées aux données de santé, à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques, à la vie ou à l'orientation sexuelle, n'est envisageable que pour autant qu'il soit nécessaire pour des motifs d'intérêt public important au sens de l'article 9.2., g), du RGPD.

§ 4. La catégorie des prestataires visée au § 1<sup>er</sup>, 4°, fait référence aux personnes morales ou personnes physiques qui mettent en œuvre une mesure d'aide à l'enfant ou aux jeunes en application de la décision d'une autorité mandante et qui à ce titre perçoivent des subsides et sont susceptibles d'être contrôlées quant à la qualité de la prestation fournie.

Sont également visées les personnes qui apportent leur concours à la prise en charge d'un jeune en application de l'arrêté du 23 janvier 2019 relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge d'enfants et de jeunes. ».

**Art. 15.** Dans l'article 153, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « par le conseiller ou par le directeur » sont remplacés par les mots « par le conseiller, par le directeur ou par le tribunal de la jeunesse ».

CHAPITRE 2. — *Modification du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement*

**Art. 16.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, les modifications suivantes sont apportées :

- a) il est inséré un 13° rédigé comme suit :
  - « 13° Donnée personnelle : donnée à caractère personnel au sens de l'article 4,1) du RGPD ; » ;
- b) il est inséré un 14° rédigé comme suit :
  - « 14° ETNIC : l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication, organisée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ; » ;
- c) il est inséré un 15° rédigé comme suit :
  - « 15° RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ; » ;
- d) il est inséré un 16° rédigé comme suit :
  - « 16° Traitement : les opérations et ensembles d'opérations visées à l'article 4,2) du RGPD ; » ;
- e) il est inséré un 17° rédigé comme suit :
  - « 17° Famille : les personnes avec qui l'enfant ou le jeune est dans un lien de filiation ainsi que le tuteur et le protuteur ; » ;
- f) il est inséré un 18° rédigé comme suit :
  - « 18° Protuteur : la personne désignée par l'autorité compétente, conformément à la loi du 8 avril 1965, pour exercer certains droits dont les parents ou l'un d'entre eux sont déchus et remplir les conditions qui y sont corrélatives ; » ;

g) il est inséré un 19° rédigé comme suit :

« 19° Tuteur : tuteur du mineur au sens du Code civil ou tuteur du mineur étranger non accompagné au sens de la loi-programme du 24 décembre 2002. ».

**Art. 17.** Dans l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Lorsqu'une décision n'est pas formellement motivée, en application de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, le fonctionnaire dirigeant ou en cas d'absence de celui-ci, l'autorité hiérarchique de grade immédiatement inférieur, est informé, dans les vingt-quatre heures, de cette décision ainsi que des motifs qui justifient cette absence de motivation. S'il estime ces motifs insuffisants, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué ordonne que la décision soit motivée. » ;

b) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « Toutes les décisions non motivées prises à l'égard d'un jeune par le directeur du centre sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, aux fins d'en contrôler la motivation ainsi que le bien-fondé de ne pas communiquer au jeune cette motivation. Dans ce registre sont mentionnées la motivation de la décision prise à l'égard du jeune et la motivation de la décision de ne pas communiquer au jeune la motivation de la décision le concernant. » ;

c) l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

« Ce registre peut être consulté par :

1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection ;

2° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;

3° les membres de la commission de recours visée à l'article 139. » ;

d) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 6 et 7 : "L'accès au registre par la Commission de recours doit être limité à l'objet du recours." ;

e) l'alinéa 7, devenu l'alinéa 8, est remplacé par ce qui suit : « Un nouveau registre reprenant les décisions visées à l'alinéa 4 est établi au début de chaque année civile. Il contient les décisions prises à l'égard du jeune, en application de l'alinéa 2, au cours de cette année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre est établi. » ;

f) l'alinéa 8, devenu l'alinéa 9, est abrogé.

**Art. 18.** Dans l'article 17, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Afin d'assurer le contrôle de l'usage de ces mesures et du respect des droits des jeunes » sont insérés avant les mots « Les mesures éducatives sont inscrites dans un registre » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des centres ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;

4° les membres de la commission de recours visée à l'article 139 ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune. ».

**Art. 19.** A l'article 57 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° Les parlementaires du pays » ;

2° le 9° est remplacé par ce qui suit : « 9° les membres de la commission de surveillance et les personnes ou instances chargées du contrôle des centres » ;

3° le 10° est remplacé par ce qui suit : « 10° la commission de recours visée à l'article 139 » ;

4° il est inséré un nouveau 25° rédigé comme suit : « 25° l'avocat du jeune ».

**Art. 20.** L'article 65 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 65. § 1<sup>er</sup>. Afin d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité et de s'assurer du respect du droit aux visites des jeunes, les visites sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, qui précise pour chaque visite :

1° l'identité du jeune visité ;

2° l'identité du visiteur ;

3° la date, les heures d'entrée et de sortie de la visite ;

4° l'objet de la visite.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des centres ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;

4° les membres de la commission de recours visée à l'article 139 ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune.

§ 2. Afin d'assurer le contrôle de l'usage de cette mesure et du respect des droits des jeunes, les décisions d'interdiction ou de restriction de visites prises par le directeur sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet, qui précise pour chaque décision :

1° l'identité du jeune ;

2° l'objet de la décision ;

3° les circonstances ayant amené à prendre la décision et les motifs qui la justifient ;

4° la durée de l'interdiction ou de la restriction de visite ;

5° la date de la décision d'interdiction ou de restriction de visite ;

6° l'identité de la personne avec laquelle le jeune est interdit de visite ou limité dans ses visites et l'existence du lien, familial ou autre, avec le jeune concerné.

Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des centres ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;

4° les membres de la commission de recours visée à l'article 139 ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune.

L'accès au registre par la commission de recours doit être limité à l'objet du recours.

§ 3. Un nouveau registre est établi au début de chaque année civile. Les données à caractère personnel qui figurent dans les registres visés aux paragraphes 1 et 2 sont conservées jusqu'au 31 janvier de la seconde année qui suit l'année civile au cours de laquelle le registre est établi.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur transmet à l'administration un rapport relatif aux décisions d'interdiction ou de restriction de visites prises au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de décisions, leur objet, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés. Le rapport ne contient aucune donnée permettant l'identification des personnes mentionnées dans le registre. ».

**Art. 21.** Dans l'article 96 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Afin d'assurer le contrôle de l'usage de ces mesures et du respect des droits des jeunes » sont insérés avant les mots « Les mesures de sécurité particulières sont inscrites dans un registre » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des centres ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;

4° les membres de la commission de recours visée à l'article 139 ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune. ».

**Art. 22.** Dans l'article 99 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Afin d'assurer le contrôle de l'usage de ces mesures et du respect des droits des jeunes » sont insérés avant les mots « Les mesures de coercition directe sont inscrites dans un registre » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des centres ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;

4° les membres de la commission de recours visée à l'article 139 ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune. ».

**Art. 23.** Dans l'article 119 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Afin d'assurer le contrôle de l'usage de ces mesures et du respect des droits des jeunes » sont insérés avant les mots « Les sanctions disciplinaires sont inscrites dans un registre » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ce registre peut être consulté à tout moment par :

1° les membres de l'administration compétente exerçant une mission d'inspection à l'égard des centres ;

2° le délégué général aux droits de l'enfant ;

3° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 121 ;

4° les membres de la commission de recours visée à l'article 139 ;

5° le jeune, pour les mentions qui le concernent ;

6° l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune. ».

**Art. 24.** Dans l'article 152 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« Cette évaluation associe les jeunes et leur famille. ».

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit « Le prestataire chargé de mener cette évaluation externe est désigné au terme d'une procédure de marché public » ;

c) à l'alinéa 3, les mots « , comprenant des recommandations, » sont rajoutés entre les mots « rapport » et « remis ».

**Art. 25.** Entre le Titre XII « Évaluation » et le Titre XIII « Disposition finale » du même décret, il est inséré un nouveau Titre intitulé « Titre XII/1 – Protection des données personnelles », rédigé comme suit :

« Titre XII/1 – Protection des données personnelles

Chapitre 1. - Dispositions générales

Art. 152/1. § 1<sup>er</sup>. Les traitements visés par le présent décret relèvent de la responsabilité du Ministère de la Communauté française qui agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4.7) du RGPD.

Art. 152/2. Dans le cadre de l'application du présent décret, le traitement de données personnelles sont effectués pour réaliser la finalité générale suivante : mettre en place un programme de réinsertion dans la société des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement.

Art. 152/3. Pour l'ensemble des traitements visés par l'article 152/2, les services habilités à assurer les compétences visées par le présent décret peuvent échanger avec les autorités mandantes, les autres acteurs de la justice et les services tiers les données personnelles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

§ 2. Les données personnelles traitées par les services habilités à assurer les compétences visées par le présent décret sont également susceptibles d'être transférées aux partenaires dans le cadre des collaborations relatives aux prises en charge.

Le Gouvernement détermine les modalités du transfert visé au § 1<sup>er</sup>.

Art. 152/4. Pour l'ensemble des traitements visés par le présent décret, le Gouvernement fixe les éléments suivants :

- 1° la liste des données personnelles par traitement ;
- 2° les durées de conservation de ces données ;
- 3° les modalités de communication vers les personnes concernées.

Art. 152/5. § 1<sup>er</sup>. Les données personnelles sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées dans des locaux sécurisés par le responsable de traitement ou dans des solutions informatiques sécurisées mises à disposition par le sous-traitant principal du responsable de traitement au sens de l'article 4.8) du RGPD : l'ETNIC.

Le Gouvernement arrête les modalités des mesures de sécurité visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Dans le cadre de la mise à disposition visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Ministère de la Communauté française traite les données personnelles relatives à l'identification, l'authentification, la prise de contact, la navigation et la traçabilité des utilisateurs des solutions informatiques.

Art. 152/6. § 1<sup>er</sup>. Les données personnelles traitées dans le cadre des traitements visés par le présent décret peuvent être traitées ultérieurement par le Ministère de la Communauté française ou par des opérateurs externes à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques.

§ 2. Les données traitées par le Ministère de la Communauté française aux fins visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont, avant tout transfert éventuel, anonymisées ou, si les objectifs visés par le traitement ne peuvent pas être atteints avec une anonymisation, elles sont pseudonymisées.

Les données transférées aux opérateurs externes aux fins visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont, en fonction des objectifs du traitement, anonymisées, pseudonymisées ou brutes. Les modalités du transfert sont encadrées par un marché public ou sont déterminées dans une convention.

L'opérateur est tenu de signer une convention de partage de données.

Les opérateurs externes sont dans tous les cas tenus d'anonymiser les données contenues dans le résultat de leurs recherches avant toute publication de celui-ci.

§ 3. Les données personnelles traitées dans le cadre des traitements visés par le présent décret peuvent être traitées ultérieurement par des tiers à d'autres fins que celles prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> en application de réglementations nationales en vigueur.

Chapitre 2. - Protection des données personnelles dans le cadre de l'application du présent décret

Art. 152/7. Dans le cadre des missions visées au présent décret, le service habilité à assurer les compétences relatives à la prise en charge des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement réalise les traitements de données personnelles visé à l'article 152/1 aux fins de :

- 1° identifier et authentifier les personnes concernées ;
- 2° assurer les modalités d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement des jeunes;
- 3° mettre en œuvre le projet éducatif de l'institution ;
- 4° assurer la gestion administrative, sous format papier et électronique, des dossiers et des données personnelles des acteurs impliqués dans le traitement.

Art. 152/8. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des traitements visés à l'article 152/1, les catégories de données personnelles susceptibles d'être traitées par catégorie de personnes concernées sont les suivantes :

- 1° le jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives à la composition du ménage ;
  - d) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
  - e) les données relatives aux études et à la formation ;
  - f) les données relatives au parcours scolaire ;
  - g) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - h) les données de santé ;
  - i) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;

- j) les données relatives aux opinions politiques ;
- k) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
- l) les données relatives à la vie ou à l'orientation sexuelle ;
- m) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
- 2° la famille du jeune :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données financières ;
  - c) les données relatives à la composition du ménage ;
  - d) les données relatives aux loisirs et intérêts ;
  - e) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - f) les données de santé ;
  - g) les données relatives à l'origine raciale ou ethnique ;
  - h) les données relatives aux opinions politiques ;
  - i) les données relatives aux convictions religieuses ou philosophiques ;
  - j) les données relatives aux poursuites, condamnations et infractions pénales ;
- 3° les juges de la jeunesse :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - c) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 4° les collaborateurs du Ministère de la Communauté française concernés par la prise en charge :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données permettant le traçage des activités online ;
  - c) les données relatives à l'entité à laquelle l'agent appartient ;
  - d) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - e) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 5° les avocats :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - c) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 6° le personnel médical ou paramédical concerné par la prise en charge :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - c) les données financières ;
  - d) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 7° les prestataires (mandatés ou non) concernés par la prise en charge :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à la profession et à l'emploi ;
  - c) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 8° les victimes présumées :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
  - c) les données concernant le préjudice subi (préjudice moral, physique ou financier) et concernant le dépôt de sa plainte ;
- 9° les co-auteurs ou complices :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne ;
- 10° les visiteurs du centre communautaire :
  - a) les données d'identification et de contact ;
  - b) les données relatives à l'enregistrement d'images ou de sons permettant une identification unique d'une personne.

§ 2. Parmi la catégorie de données relative aux données d'identification et de contact, le numéro de registre national et les données associées sont collectées directement ou indirectement auprès des personnes concernées.

§ 3. Le traitement des données personnelles liées aux données de santé, à l'origine raciale ou ethnique, aux opinions politiques, aux convictions religieuses ou philosophiques, à la vie ou à l'orientation sexuelle, n'est envisageable que pour autant qu'il soit nécessaire pour des motifs d'intérêt public important au sens de l'article 9.2., g), du RGPD.

§ 4. La collecte des catégories des données sensibles, au sens de l'article 9 du RGPD, visées par l'article 152/8, § 1<sup>er</sup>, s'effectue au travers du contenu du dossier du jeune à son arrivée.

Le jeune est également questionné quant à l'assistance philosophique ou religieuse, l'enseignement moral ou religieux et le type de régime alimentaire dont il souhaite bénéficier, conformément aux articles 29 à 31 du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en Centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement.

La collecte de données sensibles complémentaires auprès du jeune est effectuée sur base volontaire.

§ 5. La catégorie des prestataires visée au 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, fait référence aux personnes morales ou personnes physiques qui mettent en œuvre une mesure d'aide à l'enfant ou aux jeunes en application de la décision d'une autorité mandante et qui à ce titre perçoivent des subsides et sont susceptibles d'être contrôlées quant à la qualité de la prestation fournie.

Sont également visées les personnes qui apportent leur concours à la prise en charge d'un jeune en application de l'arrêté du 23 janvier 2019 relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge d'enfants et de jeunes. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 avril 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports  
et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des Chances  
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
Fr. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

—  
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 683-1 - Rapport de commission, n° 683-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 683-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 3 avril 2024.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/004493]

#### 4 APRIL 2024. — Decreet inzake de verwerking van persoonsgegevens en tot wijziging van diverse bepalingen inzake hulpverlening aan de jeugd (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het decreet van 18 januari 2018  
houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming*

**Artikel 1.** In artikel 2 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) een punt 34° wordt ingevoegd als volgt:

“34° persoonsgegevens: persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 1) van de AVG;”;

b) een punt 35° wordt ingevoegd als volgt:

“35° ETNIC: overheidsbedrijf voor nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, georganiseerd bij het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het 'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française' (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap);”;

c) een punt 36° wordt ingevoegd als volgt:

“36° AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Algemene Verordening Gegevensbescherming);”;

d) een punt 37° wordt ingevoegd als volgt:

“37° verwerking: de in artikel 4, 2), van de AVG bedoelde bewerkingen en gehelen van bewerkingen;”.

**Art. 2.** In artikel 27 van hetzelfde decreet wordt lid 5 als volgt vervangen:

“Elk stuk uit het dossier, met inbegrip van het akkoord of de beslissing tot individuele hulpverlening van de adviseur, en elk afschrift daarvan vermeldt dat het alleen met inachtneming van het eerste lid en het tweede lid kan worden meegedeeld en dat het in geen andere procedure dan deze die betrekking heeft op de hulpverleningsmaatregel voor het dossier waaruit het komt, kan worden gebruikt.”.

**Art. 3.** In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 27/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 27/1. Geen enkel stuk van het dossier, met inbegrip van het akkoord of de beslissing tot individuele hulpverlening van de adviseur, mag in welke vorm dan ook worden gebruikt in een andere procedure dan deze die betrekking heeft op de hulpverleningsmaatregel voor het dossier waaruit het komt, behoudens de in het tweede lid en derde lid vervatte uitzondering.

In het kader van een burgerlijke procedure kan de adviseur op eigen initiatief of op verzoek van het openbaar ministerie, in het belang van het kind, de informatie die hij onder de aandacht van het openbaar ministerie acht te moeten brengen, schriftelijk doorgeven. De adviseur brengt het kind, zijn gezin en de leefgenoten die door de maatregel worden getroffen, evenals hun advocaat op de hoogte, uiterlijk op het moment van doorgeven aan het openbaar ministerie.

In het kader van een burgerlijke procedure kunnen het kind, zijn gezin en leefgenoten en hun advocaten in het belang van het kind de adviseur schriftelijk verzoeken om de beslissing over de maatregel tot individuele hulpverlening aan het openbaar ministerie door te geven. De adviseur beslist binnen 14 dagen over dit verzoek. In het kader van een burgerlijke procedure motiveert de adviseur in geval van weigering zijn beslissing en geeft hij deze ter informatie door aan het openbaar ministerie. In alle gevallen brengt de adviseur het kind, zijn gezin en de leefgenoten die door de maatregel worden getroffen, evenals hun advocaat op de hoogte van zijn beslissing, uiterlijk op het moment van doorgeven aan het openbaar ministerie."

**Art. 4.** In artikel 44 van hetzelfde decreet wordt lid 5 als volgt vervangen:

"Elk stuk uit het dossier, met inbegrip van de beslissing tot individuele bescherming van de directeur, en elk afschrift daarvan vermeldt dat het alleen met inachtneming van het eerste lid en het tweede lid kan worden meegedeeld en dat het in geen andere procedure dan deze die betrekking heeft op de hulpverleningsmaatregel voor het dossier waaruit het komt, kan worden gebruikt."

**Art. 5.** In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 44/1 ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 44/1. Geen enkel stuk van het dossier, met inbegrip van de beslissing tot individuele bescherming van de directeur, mag in welke vorm dan ook worden gebruikt in een andere procedure dan deze die betrekking heeft op de beschermingsmaatregel voor het dossier waaruit het komt, behoudens de in het tweede lid en derde lid vervatte uitzondering.

In het kader van een burgerlijke procedure kan de directeur op eigen initiatief of op verzoek van het openbaar ministerie, in het belang van het kind, de informatie die hij onder de aandacht van het openbaar ministerie acht te moeten brengen, schriftelijk doorgeven. De directeur brengt het kind, zijn gezin en de leefgenoten die door de maatregel worden getroffen, evenals hun advocaat op de hoogte, uiterlijk op het moment van doorgeven aan het openbaar ministerie.

In het kader van een burgerlijke procedure kunnen het kind, zijn gezin en leefgenoten en hun advocaten in het belang van het kind de directeur schriftelijk verzoeken om de beslissing over de maatregel tot individuele hulpverlening aan het openbaar ministerie door te geven. De directeur beslist binnen de 14 dagen over dit verzoek. In het kader van een burgerlijke procedure motiveert de directeur in geval van weigering zijn beslissing en geeft hij deze ter informatie door aan het openbaar ministerie. In alle gevallen brengt de directeur het kind, zijn gezin en de leefgenoten die door de maatregel worden getroffen, evenals hun advocaat op de hoogte van zijn beslissing, uiterlijk op het moment van doorgeven aan het openbaar ministerie."

**Art. 6.** In artikel 64/1 van hetzelfde decreet wordt lid 4 als volgt vervangen:

"Informatie met betrekking tot de gezondheidstoestand van de jongere wordt onverwijld, met toestemming van de jongere, meegedeeld aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen en aan zijn advocaat.

In afwijking van het vorige lid stelt de directeur van de overheidsinstelling de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen onmiddellijk in kennis in de volgende situaties:

- 1° wanneer de jongere wordt overgebracht naar een ziekenhuis of een zorginstelling;
- 2° in geval van een belangrijke wijziging in de gezondheidstoestand van de jongere;
- 3° wanneer de jongere in levensgevaar verkeert;
- 4° wanneer de jongere overlijdt."

**Art. 7.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 67/2 ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 67/2. Zendingen gericht aan de jongere kunnen alvorens te worden overhandigd, onderworpen worden aan de controle van de directeur van de overheidsinstelling met het oog op de handhaving van de orde of de veiligheid.

Die controle betreft de aanwezigheid van voorwerpen of stoffen die vreemd zijn aan de briefwisseling en staat niet toe de brief te lezen. In dat geval wordt de jongere gevraagd om de zending te openen in aanwezigheid van de directeur van de overheidsinstelling die, wanneer dat absoluut noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of de veiligheid, kan eisen om de bij de brief gevoegde voorwerpen of stoffen te overhandigen."

**Art. 8.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 67/3 ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 67/3. Brieven verzonden door de jongere worden voorafgaand aan hun verzending niet onderworpen aan de controle van de directeur van de overheidsinstelling, tenzij om te verifiëren dat de jongere niet schrijft aan een persoon met wie hij niet mag communiceren, na een gerechtelijke beslissing of een beslissing van de directeur van de overheidsinstelling op grond van artikel 67 van het decreet."

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 67/4 ingevoegd dat als volgt luidt:

"Art. 67/4. Brieven van en aan de volgende personen of autoriteiten zijn niet onderworpen aan de controle bedoeld in artikel 67/2:

- 1° de advocaat van de jongere;
- 2° de Koning;
- 3° consulaire en diplomatieke ambtenaren van het land van herkomst van de jongere;
- 4° parlementsleden van het land;
- 5° ministers en staatssecretarissen van de federale, gemeenschaps- en gewestregeringen;
- 6° de bevoegde administratie;



- 7° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 8° het Kinderrechtencomité;
- 9° leden van de commissie van toezicht en de personen of instanties die belast zijn met de controle van de overheidsinstelling;
- 10° het beroepsorgaan bedoeld in artikel 90;
- 11° het grondwettelijk hof;
- 12° de gerechtelijke autoriteiten;
- 13° de Raad van State;
- 14° bemiddelaars van de federale staat, gemeenschappen en gewesten;
- 15° de bemiddelingsdienst opgericht bij de Federale commissie 'Rechten van de patiënt';
- 16° de orde van advocaten van het arrondissement waarin de overheidsinstelling is gevestigd;
- 17° de Hoge Raad voor de Justitie;
- 18° het Interfederaal centrum voor gelijke kansen en voor racisme- en discriminatiebestrijding;
- 19° het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten;
- 20° de Orde der artsen;
- 21° het Europees Hof voor de Rechten van de Mens;
- 22° het Europees Comité inzake de voorkoming van foltering en onmenselijke of vernederende behandelingen of bestraffingen;
- 23° het Mensenrechtencomité van de Verenigde Naties;
- 24° het Comité tegen foltering van de Verenigde Naties.

De lijst van personen en autoriteiten in het eerste lid kan door de Regering worden aangevuld.

Om de vrijheid van briefwisseling te waarborgen, moeten de hoedanigheid en het professionele adres van deze personen of autoriteiten en de identiteit van de jongere op de envelop worden vermeld."

**Art. 10.** In artikel 68/3, lid 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) 1° wordt ingetrokken;
- b) 2° wordt vervangen door: "2° leden van de bevoegde administratie met een inspectieopdracht ten opzichte van de overheidsinstellingen".

**Art. 11.** In artikel 101, § 1, 4° van hetzelfde decreet worden de woorden "3° en 4°" vervangen door de woorden "3°, 4° en 6°".

**Art. 12.** In artikel 111, lid 2 van hetzelfde decreet worden de woorden "en kan niet meer voorgesteld worden na de goedkeuring van een geschreven project" ingetrokken.

**Art. 13.** In artikel 124/1, § 1, lid 2 van hetzelfde decreet wordt het woord "eenmalig" ingevoegd tussen de woorden "uitzonderlijk" en de woorden "verlengen met 30 dagen".

**Art. 14.** In hetzelfde decreet wordt tussen Boek VII 'Erkenning van diensten, subsidies en evaluatie' en Boek VIII 'Financiële, algemene, straf- en slotbepalingen' van hetzelfde decreet een nieuw Boek ingevoegd met de titel 'Boek VII/1 – Bescherming van de persoonsgegevens', dat als volgt luidt:

"Boek VII/1 – Bescherming van de persoonsgegevens

Titel 1. – Algemene bepalingen

Art. 151/1 § 1. De verwerkingen waarnaar in dit decreet wordt verwezen, vallen onder de verantwoordelijkheid van het ministerie van de Franse Gemeenschap, dat optreedt als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7) van de AVG.

§ 2. Bij wijze van uitzondering wordt de overeenkomstig Boek VII van dit decreet goedgekeurde partner voor alle door haar uitgevoerde bewerkingen beschouwd als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7) van de AVG.

Art. 151/2. In het kader van de toepassing van dit decreet wordt de verwerking van persoonsgegevens uitgevoerd met het oog op de volgende algemene doeleinden:

- 1° preventieve acties ontwikkelen in toepassing van Boek I;
- 2° hulpverlenings- en beschermingsmaatregelen treffen voor de kinderen en hun gezinnen in toepassing van Boek III en Boek IV;
- 3° beschermingsmaatregelen treffen voor jongeren die vervolgd worden voor een als misdrijf omschreven feit dat werd gepleegd vóór de leeftijd van 18 jaar in toepassing van Boek V;
- 4° de adviesinstanties en de overleginstanties organiseren in toepassing van Boek VI;
- 5° diensten goedkeuren, subsidiëren en evalueren in toepassing van Boek VII;
- 6° de financiële tenlasteneming van de beslissingen genomen in het kader van dit decreet die uitgaven ten gevolge hebben die ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap vallen in toepassing van Boek VIII.

Art. 151/3. Voor alle verwerkingen waarnaar in dit decreet wordt verwezen, stelt de Regering de volgende elementen vast:

- 1° de lijst van persoonsgegevens per verwerking, per gegevenscategorieën en per categorieën van betrokkenen;
- 2° de opslagperiode van deze gegevens;
- 3° de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

Art. 151/4. § 1. Voor alle in artikel 151/2 bedoelde verwerkingen kunnen de diensten die gemachtigd zijn voor de in dit decreet bedoelde bevoegdheden, de persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van hun taken, uitwisselen met de opdrachtgevers, andere juridische actoren en externe diensten, in overeenstemming met de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen.

§ 2. De persoonsgegevens die worden verwerkt door de diensten die gemachtigd zijn voor de in dit decreet bedoelde bevoegdheden, kunnen ook worden doorgegeven aan de partners in het kader van samenwerkingsverbanden met betrekking tot de zorg.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de in § 1 bedoelde doorgifte.

Art. 151/5. § 1. De persoonsgegevens worden verzameld, gebruikt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen in door de verwerkingsverantwoordelijke beveiligde lokalen of in beveiligde IT-oplossingen die beschikbaar worden gesteld door de hoofdverwerker van de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 8) van de AVG: het ETNIC.

De Regering stelt de modaliteiten van de in lid 1 bedoelde beveiligingsmaatregelen vast.

§ 2. In het kader van de terbeschikkingstelling bedoeld in paragraaf 1 verwerkt het ministerie van de Franse Gemeenschap de persoonsgegevens met betrekking tot identificatie, authenticatie, contact, navigatie en traceerbaarheid van gebruikers van IT-oplossingen.

Art. 151/6. § 1. De persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de verwerkingen waarnaar in dit decreet wordt verwezen, kunnen verder worden verwerkt door het ministerie van de Franse Gemeenschap of door externe operatoren voor wetenschappelijke of historische onderzoeksdoeleinden of voor statistische doeleinden.

§ 2. De gegevens die door het ministerie van de Franse Gemeenschap worden verwerkt voor de in paragraaf 1 genoemde doeleinden, worden vóór elke doorgifte geanonimiseerd of, indien de doeleinden van de verwerking niet kunnen worden bereikt met anonimisering, gepseudonimiseerd.

De gegevens die voor de in lid 1 bedoelde doeleinden aan externe operatoren worden doorgegeven, zijn afhankelijk van de doeleinden van de verwerking geanonimiseerd, gepseudonimiseerd of onbewerkt. De modaliteiten van de doorgifte worden omkaderd door een overheidsopdracht of worden bepaald in een overeenkomst.

De operator is verplicht om een overeenkomst voor het delen van gegevens te ondertekenen.

Externe operatoren zijn in ieder geval verplicht om de gegevens in het resultaat van hun onderzoek te anonimiseren alvorens deze te publiceren.

§ 3. De persoonsgegevens die in het kader van de in dit decreet bedoelde verwerkingen worden verwerkt, kunnen verder worden verwerkt door derden voor andere dan de in lid 1 bedoelde doeleinden in toepassing van de geldende nationale voorschriften.

Titel 2. – Bescherming van de persoonsgegevens in het kader van de toepassing van Boek I

Art. 151/7. In het kader van de in Boek I bedoelde opdrachten verwerken de diensten die bevoegd zijn voor preventie, de persoonsgegevens bedoeld in artikel 151/2, 1<sup>o</sup>, met als doeleinden het administratief beheer, op papier en in elektronisch formaat, van de dossiers en de persoonsgegevens van de bij de verwerking betrokken actoren.

Art. 151/8. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 151/2, 1<sup>o</sup> kunnen de volgende categorieën van persoonsgegevens per categorie van betrokkenen worden verwerkt:

1<sup>o</sup> vertegenwoordigers van de partnerpreventiediensten:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de vertegenwoordiger behoort;
- c) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;

2<sup>o</sup> medewerkers van het ministerie van de Franse Gemeenschap:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) gegevens die het mogelijk maken om online activiteiten te traceren;
- c) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de medewerker behoort;
- d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling.

Titel 3. – Bescherming van de persoonsgegevens in het kader van de toepassing van Boeken III en IV

Art. 151/9. In het kader van de in Boeken III en IV bedoelde opdrachten verwerken de diensten die bevoegd zijn voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de persoonsgegevens bedoeld in artikel 151/2, 2<sup>o</sup>, met de volgende doeleinden:

- 1<sup>o</sup> de betrokken personen identificeren en authenticeren;
- 2<sup>o</sup> aanvaarde of gedwongen aanvragen om hulpverlening beheren;
- 3<sup>o</sup> de sociale onderzoeken uitvoeren die nodig zijn voor de evaluatie en kwalificatie van de aanvraag;
- 4<sup>o</sup> dringend optreden;
- 5<sup>o</sup> het hulpverleningsprogramma of de toepassing van maatregelen formaliseren;
- 6<sup>o</sup> ernstige gebeurtenissen beheren (en zo de veiligheid en gezondheid van de jongeren waarborgen);

7<sup>o</sup> zorgen voor het administratief beheer, op papier en in elektronisch formaat, van de dossiers en de persoonsgegevens van de bij de verwerking betrokken actoren.

Art. 151/10. § 1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 151/2, 2<sup>o</sup> kunnen de volgende categorieën van persoonsgegevens per categorie van betrokkenen worden verwerkt:

1<sup>o</sup> de jongere:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) financiële gegevens;
- c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- d) gegevens met betrekking tot leefgewoonten;
- e) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;

- f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
  - g) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
  - h) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - i) gegevens met betrekking tot het schooltraject;
  - j) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - k) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
  - l) gezondheidsgegevens;
  - m) gegevens met betrekking tot ras of etnische afkomst;
  - n) gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;
  - o) gegevens met betrekking tot religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen;
  - p) gegevens met betrekking tot seksueel gedrag of seksuele gerichtheid;
  - q) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
  - r) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 2° de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
  - d) gegevens met betrekking tot leefgewoonten;
  - e) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
  - g) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
  - h) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - i) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - j) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
  - k) gezondheidsgegevens;
  - l) gegevens met betrekking tot ras of etnische afkomst;
  - m) gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;
  - n) gegevens met betrekking tot religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen;
  - o) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
  - p) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 3° de leefgenoten van de jongere:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
  - c) gegevens met betrekking tot leefgewoonten;
  - d) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - e) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
  - f) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
  - g) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - h) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - i) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
  - j) een unieke identificatie van een persoon;
  - k) gezondheidsgegevens;
  - l) gegevens met betrekking tot ras of etnische afkomst;
  - m) gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;
  - n) gegevens met betrekking tot religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen;
  - o) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
  - p) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 4° pleegzorgers:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
  - d) gegevens met betrekking tot leefgewoonten;
  - e) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;

- f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
  - g) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
  - h) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - i) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - j) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
  - k) gezondheidsgegevens;
  - l) gegevens met betrekking tot ras of etnische afkomst;
  - m) gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;
  - n) gegevens met betrekking tot religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen;
  - o) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
  - p) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 5° dienstverleners:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
- 6° medewerkers van het ministerie van de Franse Gemeenschap die bij de zorg betrokken zijn:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) gegevens die het mogelijk maken om online activiteiten te traceren;
  - c) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de medewerker behoort;
  - d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
- 7° vertegenwoordigers van de jeugdrechtbank:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de medewerker behoort;
  - c) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
- 8° advocaten:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling.

§ 2. In de categorie gegevens met betrekking tot identificatie- en contactgegevens worden het rijksregisternummer en de bijbehorende gegevens direct of indirect bij de betrokkenen verzameld.

§ 3. De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot gezondheidsgegevens, ras of etnische afkomst, politieke opvattingen, religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, seksueel gedrag of seksuele gerichtheid, is alleen mogelijk voor zover dit noodzakelijk is om redenen van zwaarwegend algemeen belang in de zin van artikel 9, 2., g) van de AVG.

§ 4. De verwerking van gegevens met betrekking tot de geleden schade en het indienen van klachten wordt begrepen in de toepassing van artikelen 29 en 46 van het decreet, die het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten het recht toekennen zich tot de bevoegde administratie te richten bij niet-naleving van hun rechten, door een brief aan de leidend ambtenaar te richten.

§ 5. Categorieën van gevoelige gegevens in de zin van artikel 9 van de AVG, zoals bedoeld in artikel 151/10, § 1, worden verzameld door middel van studies en sociale onderzoeken.

Deze studies en onderzoeken worden uitgevoerd op basis van de verklaringen van de verschillende betrokken partijen en de opmerkingen van de werknemers van de diensten voor hulpverlening en bescherming van de jeugd.

§ 6. De categorie van dienstverleners bedoeld in § 1, 5° verwijst naar de rechtspersonen of natuurlijke personen die een maatregel tot hulpverlening aan kinderen of jongeren uitvoeren in toepassing van de beslissing van een opdrachtgever en die als zodanig subsidies ontvangen en kunnen worden gecontroleerd op de kwaliteit van de verleende dienst.

Hieronder vallen ook de personen die bijdragen aan de zorg van een jongere in toepassing van het besluit van 23 januari 2019 betreffende de subsidies en tegemoetkomingen voor individuele kosten in verband met de tenlasteneming van kinderen en jongeren.

#### Titel 4. – Bescherming van de persoonsgegevens in het kader van de toepassing van Boek V

Art. 151/11. In het kader van de in Boek V bedoelde opdrachten verwerken de diensten die bevoegd zijn voor de zorg van jongeren die worden vervolgd voor een als misdrijf omschreven feit dat werd gepleegd vóór de leeftijd van 18 jaar, de persoonsgegevens bedoeld in artikel 151/2, 3°, met de volgende doeleinden:

- 1° de betrokken personen identificeren en authenticeren;
- 2° zorgen voor de opvangs-, begeleidings- en/of huisvestingsmodaliteiten van de jongeren;
- 3° het onderwijsproject van de instelling uitvoeren;
- 4° een geïndividualiseerd educatief project opzetten in een mobiel ondersteuningsteam;
- 5° ernstige gebeurtenissen beheren (en zo de veiligheid en gezondheid van de jongeren waarborgen);
- 6° zorgen voor het administratief beheer, op papier en in elektronisch formaat, van de dossiers en de persoonsgegevens van de bij de verwerking betrokken actoren.

Art. 151/12. § 1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 151/2, 3° kunnen de volgende categorieën van persoonsgegevens per categorie van betrokkenen worden verwerkt:

1° de jongere:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) financiële gegevens;
- c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- d) gegevens met betrekking tot leefgewoonten;
- e) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
- f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
- g) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
- h) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
- i) gegevens met betrekking tot het schooltraject;
- j) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
- k) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
- l) genetische gegevens met het oog op de unieke identificatie van een persoon;
- m) gezondheidsgegevens;
- n) gegevens met betrekking tot ras of etnische afkomst;
- o) gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;
- p) gegevens met betrekking tot religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen;
- q) gegevens met betrekking tot seksueel gedrag of seksuele gerichtheid;
- r) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- s) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;

2° de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen en leefgenoten van de jongere:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) financiële gegevens;
- c) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
- d) gegevens met betrekking tot leefgewoonten;
- e) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
- f) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
- g) gegevens met betrekking tot de kenmerken van de woning;
- h) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
- i) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
- j) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
- k) gezondheidsgegevens;
- l) gegevens met betrekking tot ras of etnische afkomst;
- m) gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;
- n) gegevens met betrekking tot religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen;
- o) gegevens met betrekking tot seksueel gedrag of seksuele gerichtheid;
- p) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- q) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;

3° jeugdrechtshouders:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
- c) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;

4° medewerkers van het ministerie van de Franse Gemeenschap die bij de zorg betrokken zijn:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) gegevens die het mogelijk maken om online activiteiten te traceren;
- c) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de medewerker behoort;
- d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
- e) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;

5° advocaten:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;

c) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;

6° het medisch of paramedisch personeel dat bij de zorg betrokken is:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;

c) financiële gegevens;

d) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;

7° dienstverleners (al dan niet met een opdracht) die bij de zorg betrokken zijn:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;

c) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;

8° vermeende slachtoffers:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;

c) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;

9° medeplegers of medeplichtigen:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;

10° bezoekers van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd.

§ 2. In de categorie gegevens met betrekking tot identificatie- en contactgegevens worden het rijksregisternummer en de bijbehorende gegevens direct of indirect bij de betrokkenen verzameld.

§ 3. De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot gezondheidsgegevens, ras of etnische afkomst, politieke opvattingen, religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, seksueel gedrag of seksuele gerichtheid, is alleen mogelijk voor zover dit noodzakelijk is om redenen van zwaarwegend algemeen belang in de zin van artikel 9, 2., g) van de AVG.

Gegevens met betrekking tot het seksuele gedrag of de seksuele gerichtheid worden alleen verzameld wanneer deze vrijwillig door de jongere of door de betrokkene worden vermeld.

§ 4. Categorieën van gevoelige gegevens in de zin van artikel 9 van de AVG, zoals bedoeld in artikel 151/12, § 1, worden verzameld door middel van de inhoud van het dossier van de jongere bij zijn aankomst.

De jongere wordt ook ondervraagd over de levensbeschouwelijke of religieuze bijstand, de morele of religieuze onderrichting en het type voedingsdieet dat hij wenst te genieten, in overeenstemming met de artikelen 27 en 28 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2019.

Het verzamelen van aanvullende gevoelige gegevens bij de jongere gebeurt op vrijwillige basis.

§ 5. De categorie van dienstverleners bedoeld in § 1, 7° verwijst naar de rechtspersonen of natuurlijke personen die een maatregel tot hulpverlening aan kinderen of jongeren uitvoeren in toepassing van de beslissing van een opdrachtgever en die als zodanig subsidies ontvangen en kunnen worden gecontroleerd op de kwaliteit van de verleende dienst.

Hieronder vallen ook de personen die bijdragen aan de zorg van een jongere in toepassing van het besluit van 23 januari 2019 betreffende de subsidies en tegemoetkomingen voor individuele kosten in verband met de tenlasteneming van kinderen en jongeren.

Titel 5. – Bescherming van de persoonsgegevens in het kader van de toepassing van Boek VI

Art. 151/13. In het kader van de in Boek VI bedoelde opdrachten verwerken de diensten die bevoegd zijn met betrekking tot de adviesinstanties en de overleginstanties in toepassing van Boek VI, de persoonsgegevens bedoeld in artikel 151/2, 4°, met als doeleinden het administratief beheer, op papier en in elektronisch formaat, van de dossiers en de persoonsgegevens van de bij de verwerking betrokken actoren.

Art. 151/14. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 151/2, 4° kunnen de volgende categorieën van persoonsgegevens per categorie van betrokkenen worden verwerkt:

1° actoren die betrokken zijn bij de advies- en overleginstanties:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de actor behoort;

c) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;

2° medewerkers van het ministerie van de Franse Gemeenschap:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) gegevens die het mogelijk maken om online activiteiten te traceren;

c) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de medewerker behoort;

d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling.

Art. 151/15. Daarnaast wordt in het kader van de toepassing van Boek VI de in de artikelen 132 tot 134 van dit decreet bedoelde deontologische commissie beschouwd als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4,7) van de AVG voor alle andere verwerkingen van persoonsgegevens die zij uitvoert.

Titel 6. – Bescherming van de persoonsgegevens in het kader van de toepassing van Boek VII

Art. 151/16. In het kader van de in Boek VII bedoelde opdrachten verwerken de diensten die bevoegd zijn voor de erkenning, de subsidiëring en de evaluatie van de diensten in toepassing van Boek VII, de persoonsgegevens bedoeld in artikel 151/2, 5°, met de volgende doeleinden:

- 1° de betrokken personen identificeren en authenticeren;
- 2° de diensten erkennen;
- 3° de naleving van de erkenningsvoorwaarden evalueren;
- 4° de wijzigingen en intrekkingen van de erkenning beheren;
- 5° de pleegzorgers beheren;
- 6° subsidies toekennen voor de diensten;
- 7° de berekening beheren en het gebruik van de subsidies controleren;
- 8° de opvoedende projecten van de erkende diensten evalueren;
- 9° evalueren of de opdrachten die door de erkende diensten worden uitgevoerd, overeenstemmen met de behoeften van de jongeren en hun gezinnen;
- 10° ernstige gebeurtenissen beheren (en zo de veiligheid en gezondheid van de jongeren waarborgen);
- 11° zorgen voor het administratief beheer, op papier en in elektronisch formaat, van de dossiers en de persoonsgegevens van de bij de verwerking betrokken actoren.

Art. 151/17. § 1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 151/2, 5° kunnen de volgende categorieën van persoonsgegevens per categorie van betrokkenen worden verwerkt:

- 1° de jongere:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - d) gegevens met betrekking tot persoonlijke kenmerken;
  - e) gegevens met betrekking tot leefgewoonten;
  - f) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - g) gegevens met betrekking tot het schooltraject;
  - h) gezondheidsgegevens;
  - i) gegevens met betrekking tot seksueel gedrag of seksuele gerichtheid;
  - j) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
  - k) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
  - l) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 2° de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - d) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - e) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- 3° leden van erkende diensten:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - c) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
  - d) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 4° dienstverleners:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - d) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
  - e) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 5° pleegzorgers:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - e) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;

f) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;

6° medewerkers van het ministerie van de Franse Gemeenschap:

- a) identificatie- en contactgegevens;
- b) gegevens die het mogelijk maken om online activiteiten te traceren;
- c) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de medewerker behoort;
- d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling.

§ 2. In de categorie gegevens met betrekking tot identificatie- en contactgegevens worden het rijksregisternummer en de bijbehorende gegevens direct of indirect bij de betrokkenen verzameld.

§ 3. De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot gezondheidsgegevens, ras of etnische afkomst, politieke opvattingen, religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, seksueel gedrag of seksuele gerichtheid, is alleen mogelijk voor zover dit noodzakelijk is om redenen van zwaarwegend algemeen belang in de zin van artikel 9, 2., g) van de AVG.

§ 4. Categorieën van gevoelige gegevens in de zin van artikel 9 van de AVG, bedoeld in artikel 151/17, § 1, 3° worden verzameld in toepassing van artikel 19 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van dit decreet.

§ 5. De categorie van dienstverleners bedoeld in § 1, 4° verwijst naar de rechtspersonen of natuurlijke personen die een maatregel tot hulpverlening aan kinderen of jongeren uitvoeren in toepassing van de beslissing van een opdrachtgever en die als zodanig subsidies ontvangen en kunnen worden gecontroleerd op de kwaliteit van de verleende dienst.

Hieronder vallen ook de personen die bijdragen aan de zorg van een jongere in toepassing van het besluit van 23 januari 2019 betreffende de subsidies en tegemoetkomingen voor individuele kosten in verband met de tenlasteneming van kinderen en jongeren.

Titel 7. – Bescherming van de persoonsgegevens in het kader van de toepassing van Boek VIII

Art. 151/18. In het kader van de in Boek VIII bedoelde opdrachten verwerken de diensten die bevoegd zijn voor de financiële tenlasteneming van de beslissingen genomen in het kader van dit decreet die uitgaven ten gevolge hebben die ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap vallen, de persoonsgegevens bedoeld in artikel 151/2, 6°, met de volgende doeleinden:

- 1° de betrokken personen identificeren en authenticiseren;
- 2° de gezinstoelagen beheren;
- 3° de betalingen aan de dienstverleners en pleegzorgers beheren;
- 4° de inkomsten, te veel betaalde bedragen en belastingaanslagen beheren;
- 5° zorgen voor het administratief beheer, op papier en in elektronisch formaat, van de dossiers en de persoonsgegevens van de bij de verwerking betrokken actoren.

Art. 151/19. § 1. In het kader van de verwerking bedoeld in artikel 151/2, 6° kunnen de volgende categorieën van persoonsgegevens per categorie van betrokkenen worden verwerkt:

- 1° de jongere:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - d) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - e) gegevens met betrekking tot het schooltraject;
  - f) gezondheidsgegevens;
  - g) gegevens met betrekking tot seksueel gedrag of seksuele gerichtheid;
  - h) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
  - i) gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 2° de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - d) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - e) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- 3° leden van erkende diensten:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;
  - d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - e) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- 4° dienstverleners:
  - a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;



- d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - e) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- 5° pleegzorgers:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) financiële gegevens;
  - c) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - e) gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- 6° medewerkers van het ministerie van de Franse Gemeenschap:
- a) identificatie- en contactgegevens;
  - b) gegevens die het mogelijk maken om online activiteiten te traceren;
  - c) gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de medewerker behoort;
  - d) gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling.

§ 2. In de categorie gegevens met betrekking tot identificatie- en contactgegevens worden het rijksregisternummer en de bijbehorende gegevens direct of indirect bij de betrokkenen verzameld.

§ 3. De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot gezondheidsgegevens, ras of etnische afkomst, politieke opvattingen, religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, seksueel gedrag of seksuele gerichtheid, is alleen mogelijk voor zover dit noodzakelijk is om redenen van zwaarwegend algemeen belang in de zin van artikel 9, 2., g) van de AVG.

§ 4. De categorie van dienstverleners bedoeld in § 1, 4° verwijst naar de rechtspersonen of natuurlijke personen die een maatregel tot hulpverlening aan kinderen of jongeren uitvoeren in toepassing van de beslissing van een opdrachtgever en die als zodanig subsidies ontvangen en kunnen worden gecontroleerd op de kwaliteit van de verleende dienst.

Hieronder vallen ook de personen die bijdragen aan de zorg van een jongere in toepassing van het besluit van 23 januari 2019 betreffende de subsidies en tegemoetkomingen voor individuele kosten in verband met de tenlasteneming van kinderen en jongeren.”.

**Art. 15.** In artikel 153, lid 1 van hetzelfde decreet worden de woorden “door de adviseur of door de directeur” vervangen door de woorden “door de adviseur, door de directeur of door de jeugdrechtbank”.

**HOOFDSTUK 2.** — *Wijziging van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een ‘Centre communautaire’, van uithandengegeven jongeren*

**Art. 16.** In artikel 1 van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een ‘Centre communautaire’, van uithandengegeven jongeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) een punt 13° wordt ingevoegd als volgt:  
“13° persoonsgegevens: persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 1) van de AVG;”;
- b) een punt 14° wordt ingevoegd als volgt:  
“14° ETNIC: overheidsbedrijf voor nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, georganiseerd bij het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het ‘Entreprise publique des Technologies nouvelles de l’Information et de la Communication de la Communauté française’ (Overheidsbedrijf voor Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap);”;
- c) een punt 15° wordt ingevoegd als volgt:  
“15° AVG: Verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;”;
- d) een punt 16° wordt ingevoegd als volgt:  
“16° verwerking: de in artikel 4, 2), van de AVG bedoelde bewerkingen en gehelen van bewerkingen;”.
- e) een punt 17° wordt ingevoegd als volgt:  
“17° Gezin: de personen met wie het kind of de jongere een verwantschapsrelatie heeft, alsmede de voogd en de toeziende voogd;”;
- f) een punt 18° wordt ingevoegd als volgt:  
“18° Toeziende voogd: de persoon die door de bevoegde autoriteit overeenkomstig de wet van 8 april 1965 is aangewezen om bepaalde rechten uit te oefenen waaruit de ouders of een van hen ontzet zijn en om te voldoen aan de voorwaarden die daarmee verband houden;”;
- g) een punt 19° wordt ingevoegd als volgt:  
“19° Voogd: voogd van de minderjarige in de zin van het burgerlijk wetboek of voogd van de niet-begeleide minderjarige vreemdeling in de zin van de programmawet van 24 december 2002.”.

**Art. 17.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het derde lid wordt vervangen door hetgeen volgt: “Wanneer een beslissing niet uitdrukkelijk gemotiveerd is, in toepassing van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, wordt de leidend ambtenaar of, bij ontstentenis van deze laatste, de hiërarchische autoriteit van de volgende lagere rang, binnen de vierentwintig uur in kennis gesteld van deze beslissing alsook van de redenen die dit gebrek aan motivering rechtvaardigen. Indien hij deze redenen ontoereikend acht, gelast de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde de beslissing te motiveren.”;

b) het vierde lid wordt vervangen door hetgeen volgt: “Alle niet-gemotiveerde beslissingen die de directeur van het centrum ten aanzien van een jongere neemt, worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register om de motivering ervan te controleren evenals de redenen voor de beslissing om de jongere niet in kennis te stellen van deze

motivatie. Dit register vermeldt de motivatie van de beslissing die ten aanzien van de jongere is genomen en de motivatie voor de beslissing om de jongere niet in kennis te stellen van de motivatie voor de beslissing die op hem betrekking heeft.”;

c) het zesde lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

”Dit register kan alleen worden geraadpleegd door:

1° leden van de bevoegde administratie met een inspectieopdracht;

2° leden van de toezichtcommissie bedoeld in artikel 121;

3° leden van de beroepsinstantie bedoeld in artikel 139;

d) tussen het zesde en zevende lid wordt als volgt een lid ingevoegd: ”De toegang tot het register door de beroepsinstantie is beperkt tot het onderwerp van het beroep.”;

e) het zevende lid, dat het achtste lid is geworden, wordt vervangen door hetgeen volgt: ”Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register met de in lid 4 bedoelde beslissingen ingesteld. Het bevat de beslissingen die in toepassing van lid 2 ten aanzien van de jongere in dat kalenderjaar worden genomen. De in dit register opgenomen persoonsgegevens worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is ingesteld.”;

f) het achtste lid, dat het negende lid is geworden, wordt ingetrokken.

**Art. 18.** In artikel 17, § 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden ”De educatieve maatregelen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register” vervangen door de woorden ”Om de controle op het gebruik van de educatieve maatregelen en de eerbiediging van de rechten van de jongeren te waarborgen, worden deze maatregelen opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register”;

b) het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt: ”Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

1° leden van de bevoegde administratie met een inspectieopdracht ten opzichte van de centra;

2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

3° leden van de toezichtcommissie bedoeld in artikel 121;

4° leden van de beroepsinstantie bedoeld in artikel 139;

5° de jongere, voor de vermeldingen die op hem betrekking hebben;

6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die op de jongere betrekking hebben.

**Art. 19.** In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 3° wordt vervangen door hetgeen volgt: ”3° parlementsleden van het land”;

2° punt 9° wordt vervangen door hetgeen volgt: ”9° leden van de toezichtcommissie en de personen of instanties die belast zijn met de controle van de centra”;

3° punt 10° wordt vervangen door hetgeen volgt: ”10° de beroepsinstantie bedoeld in artikel 139”;

4° een nieuw punt 25° wordt ingevoegd als volgt: ”25° de advocaat van de jongere”.

**Art. 20.** Artikel 65 van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen:

”Art. 65. § 1. Om de orde en veiligheid te waarborgen en het recht op bezoek van de jongeren te eerbiedigen, worden de bezoeken geregistreerd in een speciaal daartoe ingesteld register, dat voor elk bezoek het volgende vermeldt:

1° de identiteit van de bezochte jongere;

2° de identiteit van de bezoeker;

3° de datum en de aankomst- en vertrektijden van het bezoek;

4° het doel van het bezoek.

”Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

1° leden van de bevoegde administratie met een inspectieopdracht ten opzichte van de centra;

2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

3° leden van de toezichtcommissie bedoeld in artikel 121;

4° leden van de beroepsinstantie bedoeld in artikel 139;

5° de jongere, voor de vermeldingen die op hem betrekking hebben;

6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die op de jongere betrekking hebben;

§ 2. Om toezicht te houden op het gebruik van deze maatregel en de eerbiediging van de rechten van de jongeren, worden de beslissingen die de directeur neemt om bezoeken te verbieden of te beperken, opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register, dat voor elke beslissing het volgende specificeert:

1° de identiteit van de jongere;

2° het voorwerp van de beslissing;

3° de omstandigheden die tot de beslissing hebben geleid en de redenen die deze rechtvaardigen;

4° de duur van het verbod of de beperking van bezoek;

5° de datum van de beslissing tot verbod of beperking van bezoek;

6° de identiteit van de persoon die de jongere niet of beperkt mag bezoeken en diens verwantschaps- of andere band met de betrokken jongere.

”Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

1° leden van de bevoegde administratie met een inspectieopdracht ten opzichte van de centra;

2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

- 3° leden van de toezichtcommissie bedoeld in artikel 121;
  - 4° leden van de beroepsinstantie bedoeld in artikel 139;
  - 5° de jongere, voor de vermeldingen die op hem betrekking hebben;
  - 6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die op de jongere betrekking hebben;
- De toegang tot het register door de beroepsinstantie is beperkt tot het onderwerp van het beroep.

§ 3. Aan het begin van elk kalenderjaar wordt een nieuw register ingesteld. De persoonsgegevens die zijn opgenomen in de in paragraaf 1 en 2 bedoelde registers, worden bewaard tot 31 januari van het tweede jaar volgend op het kalenderjaar waarin het register is ingesteld.

Elk jaar, uiterlijk op 31 januari, bezorgt de directeur de administratie een verslag over de beslissingen tot het verbieden of beperken van bezoeken in het voorgaande jaar. Dit rapport specificeert met name het aantal beslissingen, hun doel, de duur, de redenen en het aantal betrokken jongeren. Het verslag bevat geen gegevens aan de hand waarvan de in het register vermelde personen kunnen worden geïdentificeerd.”.

**Art. 21.** In artikel 96 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden “De bijzondere veiligheidsmaatregelen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register” vervangen door de woorden “Om de controle op het gebruik van de bijzondere veiligheidsmaatregelen en de eerbiediging van de rechten van de jongeren te waarborgen, worden deze maatregelen opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register”;

b) het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

- 1° leden van de bevoegde administratie met een inspectieopdracht ten opzichte van de centra;
- 2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 3° leden van de toezichtcommissie bedoeld in artikel 121;
- 4° leden van de beroepsinstantie bedoeld in artikel 139;
- 5° de jongere, voor de vermeldingen die op hem betrekking hebben;
- 6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die op de jongere betrekking hebben.

**Art. 22.** In artikel 99 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden “Rechtstreekse dwangmaatregelen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register” vervangen door de woorden “Om de controle op het gebruik van de rechtstreekse dwangmaatregelen en de eerbiediging van de rechten van de jongeren te waarborgen, worden deze maatregelen opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register”;

b) het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

- 1° leden van de bevoegde administratie met een inspectieopdracht ten opzichte van de centra;
- 2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 3° leden van de toezichtcommissie bedoeld in artikel 121;
- 4° leden van de beroepsinstantie bedoeld in artikel 139;
- 5° de jongere, voor de vermeldingen die op hem betrekking hebben;
- 6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die op de jongere betrekking hebben.

**Art. 23.** In artikel 119 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden “De tuchtstraffen worden opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register” vervangen door de woorden “Om de controle op het gebruik van de tuchtstraffen en de eerbiediging van de rechten van de jongeren te waarborgen, worden deze straffen opgenomen in een speciaal daartoe ingesteld register”;

b) het tweede lid wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

- 1° leden van de bevoegde administratie met een inspectieopdracht ten opzichte van de centra;
- 2° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;
- 3° leden van de toezichtcommissie bedoeld in artikel 121;
- 4° leden van de beroepsinstantie bedoeld in artikel 139;
- 5° de jongere, voor de vermeldingen die op hem betrekking hebben;
- 6° de advocaat van de jongere, voor de vermeldingen die op de jongere betrekking hebben.

**Art. 24.** In artikel 152 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“Bij deze evaluatie zijn de jongeren en hun families betrokken.”.

b) het tweede lid wordt als volgt vervangen: “De dienstverlener die belast is met deze externe evaluatie, wordt aangesteld via een procedure voor het plaatsen van een overheidsopdracht.”;

c) in het derde lid worden de woorden “met aanbevelingen,” toegevoegd tussen de woorden “verslag” en “aan de overheid”.

**Art. 25.** Tussen Titel XII "Evaluatie" en Titel XIII "Slotbepaling" van hetzelfde decreet wordt een nieuwe titel "Titel XII/1 – Bescherming van de persoonsgegevens" ingevoegd, die als volgt luidt:

"Titel XII/1 – Bescherming van de persoonsgegevens

Hoofdstuk 1. - Algemene bepalingen

Art. 152/1. § 1. De verwerkingen waarnaar in dit decreet wordt verwezen, vallen onder de verantwoordelijkheid van het ministerie van de Franse Gemeenschap, dat optreedt als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 7) van de AVG.

Art. 152/2. In het kader van de toepassing van dit decreet worden persoonsgegevens verwerkt met het volgende algemene doel: het opzetten van een programma voor de maatschappelijke re-integratie in de samenleving van uithandengegeven jongeren.

Art. 152/3. Voor alle in artikel 152/2 bedoelde verwerkingen kunnen de diensten die gemachtigd zijn voor de in dit decreet bedoelde bevoegdheden, de persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering van hun taken, uitwisselen met de opdrachtgevers, andere juridische actoren en externe diensten, in overeenstemming met de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen.

§ 2. De persoonsgegevens die worden verwerkt door de diensten die gemachtigd zijn voor de in dit decreet bedoelde bevoegdheden, kunnen ook worden doorgegeven aan de partners in het kader van samenwerkingsverbanden met betrekking tot de zorg.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de in § 1 bedoelde doorgifte.

Art. 152/4. Voor alle verwerkingen waarnaar in dit decreet wordt verwezen, stelt de Regering de volgende elementen vast:

1° de lijst van persoonsgegevens per verwerking;

2° de opslagperiode van deze gegevens;

3° de wijze van mededeling aan de betrokkenen.

Art. 152/5. § 1. De persoonsgegevens worden verzameld, gebruikt, meegedeeld, doorgegeven en opgeslagen in door de verwerkingsverantwoordelijke beveiligde lokalen of in beveiligde IT-oplossingen die beschikbaar worden gesteld door de hoofdverwerker van de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4, 8) van de AVG: het ETNIC.

De Regering stelt de modaliteiten van de in lid 1 bedoelde beveiligingsmaatregelen vast.

§ 2. In het kader van de terbeschikkingstelling bedoeld in paragraaf 1 verwerkt het ministerie van de Franse Gemeenschap de persoonsgegevens met betrekking tot identificatie, authenticatie, contact, navigatie en traceerbaarheid van gebruikers van IT-oplossingen.

Art. 152/6. § 1. De persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de verwerkingen waarnaar in dit decreet wordt verwezen, kunnen verder worden verwerkt door het ministerie van de Franse Gemeenschap of door externe operatoren voor wetenschappelijke of historische onderzoeksdoeleinden of voor statistische doeleinden.

§ 2. De gegevens die door het ministerie van de Franse Gemeenschap worden verwerkt voor de in paragraaf 1 genoemde doeleinden, worden vóór elke doorgifte geanonimiseerd of, indien de doeleinden van de verwerking niet kunnen worden bereikt met anonimisering, gepseudonimiseerd.

De gegevens die voor de in lid 1 bedoelde doeleinden aan externe operatoren worden doorgegeven, zijn afhankelijk van de doeleinden van de verwerking geanonimiseerd, gepseudonimiseerd of onbewerkt. De modaliteiten van de doorgifte worden omkaderd door een overheidsopdracht of worden bepaald in een overeenkomst.

De operator is verplicht om een overeenkomst voor het delen van gegevens te ondertekenen.

Externe operatoren zijn in ieder geval verplicht om de gegevens in het resultaat van hun onderzoek te anonimiseren alvorens deze te publiceren.

§ 3. De persoonsgegevens die in het kader van de in dit decreet bedoelde verwerkingen worden verwerkt, kunnen verder worden verwerkt door derden voor andere dan de in lid 1 bedoelde doeleinden in toepassing van de geldende nationale voorschriften.

Hoofdstuk 2. - Bescherming van de persoonsgegevens in het kader van de toepassing van dit decreet

Art. 152/7. In het kader van de opdrachten waarnaar in dit decreet wordt verwezen, verwerkt de dienst die bevoegd is voor de zorg van uithandengegeven jongeren, de in artikel 152/1 bedoelde persoonsgegevens met de volgende doeleinden:

1° de betrokken personen identificeren en authentifieren;

2° zorgen voor de opvangs-, begeleidings- en huisvestingsmodaliteiten van de jongeren;

3° het onderwijsproject van de instelling uitvoeren;

4° zorgen voor het administratief beheer, op papier en in elektronisch formaat, van de dossiers en de persoonsgegevens van de bij de verwerking betrokken actoren.

Art. 152/8. § 1. In het kader van de verwerkingen bedoeld in artikel 152/1 kunnen de volgende categorieën van persoonsgegevens per categorie van betrokkenen worden verwerkt:

1° de jongere:

a) identificatie- en contactgegevens;

b) financiële gegevens;

c) gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;

d) gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;

e) gegevens met betrekking tot studies en opleiding;

f) gegevens met betrekking tot het schooltraject;

g) gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;

h) gezondheidsgegevens;

- i)* gegevens met betrekking tot ras of etnische afkomst;
  - j)* gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;
  - k)* gegevens met betrekking tot religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen;
  - l)* gegevens met betrekking tot seksueel gedrag of seksuele gerichtheid;
  - m)* gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- 2° het gezin van de jongere:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* financiële gegevens;
  - c)* gegevens met betrekking tot de samenstelling van het huishouden;
  - d)* gegevens met betrekking tot hobby's en interesses;
  - e)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
  - f)* gezondheidsgegevens;
  - g)* gegevens met betrekking tot ras of etnische afkomst;
  - h)* gegevens met betrekking tot politieke opvattingen;
  - i)* gegevens met betrekking tot religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen;
  - j)* gegevens met betrekking tot vervolgingen, veroordelingen en misdrijven;
- 3° jeugdrechters:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - c)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
- 4° medewerkers van het ministerie van de Franse Gemeenschap die bij de zorg betrokken zijn:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* gegevens die het mogelijk maken om online activiteiten te traceren;
  - c)* gegevens met betrekking tot de entiteit waartoe de medewerker behoort;
  - d)* gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - e)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
- 5° advocaten:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - c)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
- 6° het medisch of paramedisch personeel dat bij de zorg betrokken is:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - c)* financiële gegevens;
  - d)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
- 7° dienstverleners (al dan niet met een opdracht) die bij de zorg betrokken zijn:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* gegevens met betrekking tot beroep en tewerkstelling;
  - c)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
- 8° vermeende slachtoffers:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
  - c)* gegevens betreffende geleden schade (morele, fysieke of financiële schade) en betreffende het indienen van een klacht;
- 9° medeplegers of medeplichtigen:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd;
- 10° bezoekers van het gemeenschapscentrum:
- a)* identificatie- en contactgegevens;
  - b)* gegevens met betrekking tot de opname van beelden of geluiden waarmee een persoon op unieke wijze kan worden geïdentificeerd.

§ 2. In de categorie gegevens met betrekking tot identificatie- en contactgegevens worden het rijksregisternummer en de bijbehorende gegevens direct of indirect bij de betrokkenen verzameld.

§ 3. De verwerking van persoonsgegevens met betrekking tot gezondheidsgegevens, ras of etnische afkomst, politieke opvattingen, religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, seksueel gedrag of seksuele gerichtheid, is alleen mogelijk voor zover dit noodzakelijk is om redenen van zwaarwegend algemeen belang in de zin van artikel 9, 2., g) van de AVG.

§ 4. Categorieën van gevoelige gegevens in de zin van artikel 9 van de AVG, zoals bedoeld in artikel 152/8, § 1, worden verzameld door middel van de inhoud van het dossier van de jongere bij zijn aankomst.

De jongere wordt ook ondervraagd over de levensbeschouwelijke of religieuze bijstand, de morele of religieuze onderrichting en het type voedingsdieet dat hij wenst te genieten, in overeenstemming met de artikelen 29 en 31 van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een 'Centre communautaire', van uithandengegeven jongeren.

Het verzamelen van aanvullende gevoelige gegevens bij de jongere gebeurt op vrijwillige basis.

§ 5. De categorie van dienstverleners bedoeld in § 1, 7° verwijst naar de rechtspersonen of natuurlijke personen die een maatregel tot hulpverlening aan kinderen of jongeren uitvoeren in toepassing van de beslissing van een opdrachtgever en die als zodanig subsidies ontvangen en kunnen worden gecontroleerd op de kwaliteit van de verleende dienst.

Hieronder vallen ook de personen die bijdragen aan de zorg van een jongere in toepassing van het besluit van 23 januari 2019 betreffende de subsidies en tegemoetkomingen voor individuele kosten in verband met de tenlasteneming van kinderen en jongeren.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 april 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
Fr. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 683-1 – Verslag van de commissie, nr. 683-2 - Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 683-3

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming - Zitting van 3 april 2024.

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/004443]

### 4 AVRIL 2024. — Décret relatif au subventionnement des secteurs professionnels des Langues, des Lettres et du Livre (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE 1<sup>er</sup>. — DÉFINITIONS, CHAMP D'APPLICATION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « Administration » : les services du Gouvernement concernés par les secteurs d'activités repris dans le présent décret ;

2° « auteur de la Communauté française » : un auteur ou une autrice répondant aux conditions de l'article 6, §§ 2 et 3 ;

3° « Chambre de concertation » : la Chambre de concertation des Écritures et du Livre, visée à l'article 48 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

4° « Commission » : la Commission des Écritures et du Livre, visée à l'article 76 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

5° « création littéraire de la Communauté française » : toute création littéraire émanant d'un auteur ou d'une autrice répondant aux conditions de l'article 6, §§ 2 et 3 ;

6° « déséquilibre financier » : la situation dans laquelle un opérateur présente, au terme d'un exercice comptable annuel, un résultat cumulé négatif dont le montant atteint au moins 10 % de l'ensemble des produits enregistrés pendant cet exercice ou au moins 5 % si l'ensemble des produits par exercice est supérieur à 1.750.000 euros ;

7° « diversité culturelle » : multiplicité des formes par lesquelles les cultures des individus, des groupes et des sociétés trouvent leur expression, se manifestant au travers des divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles ;

8° « éditeur de la Communauté française » : un éditeur répondant aux conditions de l'article 6, §§ 2 et 4 ;

9° « en Communauté française » : en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

10° « exercice » : exercice comptable annuel qui se déroule sur une année civile ;